



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

LUNDI 24 OCTOBRE 2022 - N° 1242 - 52° ANNÉE - 4,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Indécence record

Abominable, le meurtre de la petite Lola soulève une émotion justifiée dans la nation. Il augmente dans chaque famille la peur, constante, d'une agression contre ses enfants ou les enfants de ses amis. Il s'inscrit dans le climat de violence urbaine qui s'est installé dans le pays.

La sécurité physique est un droit fondamental et il est légitime de demander des comptes à l'État lorsqu'il ne parvient pas à assurer la protection des citoyens. La meurtrière présumée de la petite fille faisant l'objet d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF), il est normal que le gouvernement soit amené à s'expliquer devant la représentation nationale sur sa faible efficacité en la matière – en raison, notamment, de la surcharge de travail et de la mauvaise organisation de la police et de la justice administrative.

L'exploitation du meurtre par les chaînes d'information continue relève quant à elle de l'indécence très ordinaire à vocation lucrative. À l'encontre du vœu exprimé, semble-t-il, par les parents de Lola, l'exploitation politique du drame par Éric Zemmour – sans le concours du Rassemblement national qui a su faire preuve de retenue – a fait monter d'un cran le niveau d'indécence. Mais c'est l'animateur télé Cyril Hanouna qui a touché le sommet, en célébrant avec des feux d'artifice et des danseuses le record d'audience de son émission, alors que le pic d'audience concernait justement la séquence consacrée au meurtre. Ce qui n'a pas empêché le ministre de l'Intérieur d'aller s'expliquer « face à Baba », sans avoir conscience de compromettre, dans ces bas-fonds, la parole publique et l'autorité de l'État.

WIKIMEDIA - CC BY 4.0.



Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne.



Emmanuel Macron.



Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne.

© ETIENNE ANSOTTE, © EUROPEAN UNION, 2021.

WIKIMEDIA - CC BY 4.0.

Ils défendent la richesse

En France et dans les organes de l'Union européenne, c'est la défense de la richesse qui détermine les choix des élites dirigeantes.

La gouvernance oligarchique donne le spectacle du volontarisme et de la compétence, mais c'est l'impuissance qui se cache derrière cette mise en scène. À Paris, on applique les décisions prises à Bruxelles et à Francfort et l'on se contente de gérer au jour le jour les ef-

fets des crises économiques et sociales.

Cette gestion n'a qu'un seul objectif : défendre la richesse des classes privilégiées, tenir en respect les classes populaires. Ce système de domination a tenu parce que le Front national faisait peur, et grâce

à la faiblesse de l'inflation. La guerre en Ukraine et la hausse des prix changent la donne. Les contradictions se durcissent à Bruxelles et l'inflation est toujours plus intolérable pour les salariés modestes et les chômeurs. **L'éditorial de Bertrand Renouvin en page 16.**

Danse avec la gauche

Entre deux colloques consacrés à ses propres naufrages, la gauche, toujours enfermée sur elle-même, oscille entre l'autocélébration et l'autodestruction.

Il y a un « être de gauche » qui ne célèbre pas les conquêtes de la gauche au cours de l'histoire mais le fait d'être La Gauche. L'histoire du mouvement ouvrier s'en trouve effacée, ainsi que l'histoire de France. C'est que la gauche fait remonter son origine à mai 1981 et cultive le souvenir de trois réformes :

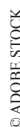
l'abolition de la peine de mort, les 35 heures et le « mariage pour tous ». Le reste est affaire de postures. Tantôt on glorifie, tantôt on excommunie. Dans les deux cas, on étale son impuissance, on cultive son entre-soi, on affiche son ignorance. **L'article de Gaël Brustier en page 5.**

Dans ce numéro :

- Page 2 : Principe de redondance et écologie.
- Page 4 : Choisir la souveraineté électronique.
- Page 7 : La Lionne et l'Ourse.
- Page 11 : Avoir raison avec Aron.
- Page 12 : Avec Bernanos.
- Page 14 : Résistance royaliste : François et Emmanuel d'Astier.
- Page 16 : Éditorial : Ils défendent la richesse.



C'est que les écologistes, malgré leur nom, ignorent l'un des principes les plus fondamentaux en écologie : le principe de redondance. De quoi s'agit-il ? Un système biologique est en perpétuelle



réforme. Et pour en donner un exemple d'application lié au problème de la pollution par la circulation de véhicules en ville, il exigerait, avant l'application de règlements de type *Crit'air*, que la ville ait prévu des structures de remplacement permettant le basculement en douceur d'un état à l'autre. Ce qui veut dire, avoir construit au préalable des moyens de transport collectif (tramway, métro), des pistes cyclables etc., dont l'utilisation ne soit pas plus coûteuse que l'usage de la voiture. C'est le cas par exemple à Montpellier : un réseau dense de tramways a été construit depuis les années 90, avec des stationnements aux terminus des lignes ; en-

suite des pistes cyclables ont été mises en place sur tous les principaux axes de la ville ; enfin les transports en commun sont devenus gratuits. Il devient alors possible, quand on habite en banlieue et que l'on ne peut changer son vieux diesel, de le laisser à l'extérieur de la ville et de se rendre à son lieu d'activité aussi facilement qu'avant, et sans frais supplémentaires.

Planification. – Mais ce principe ne peut s'appliquer que via la planification. Et nous savons qu'un gouvernement ultralibéral ne veut pas en entendre parler. Alors le *yaka* reste la règle. Le dossier de la voiture électrique le montre : l'État nous pousse à acheter des véhicules électriques, alors que nous n'aurons probablement même pas assez d'électricité pour la vie courante cet hiver. Imaginons ce que ce serait si nous avions tous obéi à ses injonctions et étions passés massivement aux transports électriques, avant que la capacité du réseau à y répondre ne s'y prêtât !

On parle en permanence d'ajouter des avenants plus ou moins sérieux à notre Constitution. En voici un qui y aurait toute sa place : « Pas de réforme écologique sans appliquer au préalable le principe de redondance » ! ■

(1). *Le Monde* du 10 octobre.

C'est encore la faute à Rousseau

« Prenez un militant écologiste, il fonde un parti écologiste... Ajoutez-en un deuxième, ils font une scission... » Cette boutade, entendue il y a plus de vingt ans, n'a jamais été aussi pertinente.

Comme annoncé, Sandrine Rousseau, après s'être prestement occupée d'Adrien Quatenens, n'a pas perdu de temps pour « déconstruire » Julien Bayou, secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts (EELV). Contraint à la démission, ce dernier a néanmoins adoubi « sa » candidate, Marine Tondelier, conseillère municipale d'Hénin-Beaumont, en prévision du congrès du 10 décembre où 400 délégués, élus par les adhérents, choisiront celle qui lui succédera, entre cette dernière et Mélissa Camara, élue municipale à Lille, vue par beaucoup comme la candidate de Sandrine Rousseau.

« Les militants en ont ras-le-bol des polémiques ! Ils veulent pouvoir être fiers sur les marchés de ce qu'on dit et de la façon dont on le dit. Notre mouvement souffre de la twitterisation du débat, de la stratégie de la petite phrase, de l'impression qu'il faut, pour franchir le mur du son médiatique, être dans le clash permanent... » (Marine Tondelier au quotidien *Sud-Ouest* du 16



Julien Bayou. Victime des règlements de comptes au sein d'EELV.

octobre). Selon *l'Express* du 26 septembre : « La crise ouverte n'a d'égale que l'hémorragie à l'époque du quinquennat Hollande, années des échecs électoraux, des scissions et d'une quasi-disparition. Plus loin : « "Je crois qu'il y a un danger d'explosion d'EELV. C'est tellement tendu que ça pourrait exploser", prédisait Sandrine Rousseau avant l'été ». À la fois pyromane et pompière mais pas franchement intersectionnelle, la Sandrine ! Le clan Tondelier/Bayou, surnommé « la firme » par le clan Camara/Rousseau, serait manipulé par l'ancien secrétaire national David Corman, surnommé « le Parrain », qui « veut écraser toutes les

oppositions internes ». Mais en terme d'efficacité, on est loin de Marlon Brando dans le célèbre film du même nom. N'est pas Vito Corleone qui veut...

Quelles que soient les critiques politiques de fond qu'on puisse adresser à ce « parti » écologique (comment la question environnementale et climatique qui concerne l'ensemble de l'humanité peut-elle être ainsi confisquée et instrumentalisée par une poignée de personnes à des fins aussi idéologiques et dogmatiques ?), il faut admettre que l'éclosion en son sein d'une Sandrine Rousseau néo-féministe, imperméable à la notion du Politique et uniquement préoccupée de déconstruction et de « chasse au mâle blanc hétérosexuel et dominant » par tous les moyens, n'augure rien de bon pour l'avenir dudit parti.

Le congrès approchant, les dénonciations et autres « torpilles » en tous genres vont se multiplier et les pugilats verbaux, par réseaux sociaux interposés, ne vont pas manquer. « EELV a le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau » comme se plaisent à le dire ses détracteurs. Et avec une telle ambiance « Tontons flingueurs », nous ne pouvons que rajouter solennellement : « Mais pas que... » ■

LOÏC DE BENTZMANN.

La politique au crible

■ **Pauvres godillots !** – En ayant recours au 49-3 pour faire passer son projet de loi de finances, Élisabeth Borne n'a pas chagriné que les oppositions. Les députés macronistes espéraient bien tirer profit de la séquence budgétaire pour faire adopter, y compris contre l'avis du gouvernement, quelques amendements destinés à redorer leurs blasons auprès de l'opinion.

C'est ainsi que le Modem a fait voter, il y a quelques jours, une taxe sur les superdividendes au parfum furieusement « anticapitaliste » qui a mis en fureur Bruno Le Maire. La fête est finie : avec le recours au vote bloqué, on revient au texte initial du gouvernement et silence dans les rangs ! Pas seulement chez les macronistes puisque le groupe LR a décidé, lui aussi, contraint et forcé, de ne pas s'opposer au budget. Au risque de

le payer cher auprès de ses électeurs, en cas (assez probable) de dissolution. On est godillot ou on ne l'est pas !

■ **De l'eau dans le gaz.** – Le fameux « moteur franco-allemand » aurait-il des ratés ? Les médias européens s'interrogent gravement sur le report du conseil des ministres commun qui devait se tenir la semaine prochaine. Question d'emploi du temps, rien de plus, dit Paris. Désaccords sur des points essentiels, souligne plus sérieusement Berlin. Il est vrai que les sujets de friction – certains très sérieux comme le plafonnement du prix du gaz, l'échec des coopérations en matière de Défense ou l'initiative prise par l'Allemagne, sans consulter la France, sur un bouclier anti-missile européen – ont de quoi alimenter la grogne de part et d'autre du Rhin. Brouille durable ? Pas sûr. Macron, qui ne peut pas se passer du soutien de Scholz pour faire avancer ses pro-

jets fumeux de relance de l'UE, s'emploie à colmater les brèches. Et l'on annonce déjà un dîner de réconciliation à Paris mercredi prochain. Ouf !

■ **Jusqu'à Lagarde ?** – Tsunami dans les rangs centristes : Christophe Lagarde quitte la présidence de l'UDI ! Il est vrai que, battu aux dernières législatives et poursuivi par la justice dans plusieurs affaires, l'ancien maire de Drancy n'avait guère le choix. La politique française perd certainement un de ses piliers, mais, rassurez-vous, on s'en remettra...

■ **La Nupes, sinon rien.** – Alors qu'un congrès du PS se profile en janvier prochain et qu'il joue sa place de premier secrétaire, Olivier Faure a décidé de montrer les dents. Dans une tribune publiée par *L'Express* le 19 octobre et signée par 1500 cadres du parti, Faure s'explique longuement sur son choix d'alliance au sein de la

Nupes et somme ses opposants d'arrêter les divisions internes. Que deviendra le groupe socialiste, sans la Nupes, en cas de dissolution ? Et d'ailleurs, « la Nupes, ce n'est pas LFI ! ». Voilà effectivement de quoi convaincre les derniers réticents !

■ **Mayotte en danger.** – Submergée par l'immigration clandestine venue des Comores et par la violence, l'île française de l'océan Indien est « au bord de la guerre civile », prévient le maire de la ville chef-lieu, Mamoudzou. En août dernier, Mayotte avait déjà été le théâtre de graves affrontements entre délinquants et forces de l'ordre, et le sentiment de révolte monte au sein d'une population qui se sent de plus en plus abandonnée par la métropole. Quand prendra-t-on réellement au sérieux à Paris le sort d'un territoire qui a librement choisi de rester français ?

HUBERT DE MARANS.

Choisir la souveraineté électronique

Une entreprise française fournissant l'aéronautique, le spatial et la défense risque de tomber entre des mains américaines. Le gouvernement se doit de faire le choix de la souveraineté.

Née en 2009, l'entreprise Exxelia produit des composants indispensables aux matériels électroniques dans les appareils médicaux, les transports, l'aéronautique (Airbus A350 et A320, Boeing 787) ou l'énergie. Ces composants sont également essentiels sur Ariane 5 et bientôt Ariane 6, l'avion Rafale et les sous-marins Barracuda. Entreprise de taille intermédiaire, elle emploie 2100 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros. Le groupe compte douze sites dans le monde, dont deux aux États-Unis et six en France. « L'entreprise a gardé à Pessac (Gironde) la maîtrise de tout le process, depuis le matériau jusqu'à la production des composants », précise le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

Déjà vendue une première fois en 2015 au fonds britannique IK Partners avec l'accord du gouvernement de l'époque, l'activité sensible de l'entreprise avait été protégée. Elle est aujourd'hui sur le point d'être vendue à Heico, entreprise américaine spécialisée dans l'électronique et l'aérospatiale. Selon la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, il y a toutes les raisons d'être très inquiet : « Exxelia produit des éléments pour Ariane ou le



Exxelia. « Concepteur et fabricant de composants passifs et de sous-systèmes de haute fiabilité dédiés à des marchés, applications et fonctions critiques. »

Rafale. Je considère que c'est stratégique. Sachant que la loi américaine permet d'interdire la vente de certains produits à des pays, que se passerait-il si les relations avec les États-Unis se détérioraient ? Par ailleurs, on sait aussi que l'orientation de la R&D n'est pas neutre et pourrait se faire en fonction de projets plutôt américains que français ou européens ». Il faut aussi avoir présent à l'esprit la vente de la branche Énergie d'Alstom à General Electric en 2014 et ses conséquences sur les importants retards de maintenance subis actuellement par

le parc des centrales nucléaires françaises.

Pour peu qu'il en ait la volonté politique, alors que se jouent, dans ce secteur stratégique, l'indépendance et la souveraineté de la France, le gouvernement pourrait s'opposer à ce rachat, tout en veillant à la faisabilité financière et économique de ce projet, comme il l'avait fait avec Photonis. En 2020, ce fleuron français de l'optronique, qui fabrique notamment des lunettes de visée nocturne à destination des forces spéciales, était convoité par le géant américain Teledyne. Une levée

de boucliers parlementaires avait amené le gouvernement à s'opposer à la vente et à trouver une solution européenne à la sortie de crise qui satisfasse toutes les parties. Il s'est alors tourné vers HLD, un fonds d'investissement luxembourgeois fondé par Jean-Bernard Lafonta, qui s'est porté acqureur de Photonis en 2021.

Plutôt que de vouloir « mettre à genoux » l'économie russe avec le résultat que l'on sait, Bruno Le Maire, ministre, entre autre attributions, de la Souveraineté industrielle et numérique, doit impérativement tout mettre en œuvre, avec les outils financiers puissants de l'État (Banque publique d'investissement, Caisse des dépôts...) dont il dispose, pour élaborer une solution nationale qui garantira durablement la souveraineté et l'indépendance de la France. Nul besoin pour cela de faire appel à un fonds d'investissement privé basé dans un paradis fiscal et dont le fondateur a récemment été condamné pour fraude fiscale dans l'affaire Wendel (1). ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). www.lefigaro.fr/conjoncture/proces-wendel-l-ex-president-du-medef-ernest-antoine-seilliere-condamne-a-3-ans-de-prison-avec-sursis-pour-fraude-fiscale-20220420

La quinzaine sociale

■ **Bonne nouvelle...** – Le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois ont progressé au troisième trimestre 2022 de 2,2 %, après une hausse de 3,4 % au trimestre précédent, selon l'Urssaf, le 20 octobre, qui salue « un nouveau pic historique, à 2,6 millions, soit 18 % de plus qu'au quatrième trimestre 2019 juste avant la crise » sanitaire. Sur un an, les déclarations d'embauche de plus d'un mois ont ainsi progressé de 6,3 %. Toutes les entreprises et tous les secteurs sont concernés.

■ **...Mauvaise nouvelle.** – Là où le bât blesse, c'est quand on observe les types de contrats. L'augmentation des déclarations d'embauche

est portée par les CDD (3,4 % au troisième trimestre 2022 après une progression de 1,5 % au deuxième trimestre) ; celle des CDI progresse beaucoup plus lentement (1 % après une hausse de 5,2 %).

■ **Interrogeons-nous, Folleville !** – Après avoir affirmé qu'il y avait en France un « problème de partage de la valeur », Bruno Le Maire, alors qu'il commentait les résultats d'une étude sur le moral des patrons publiée le 19 octobre, a appelé « ceux qui dirigent » à se demander ce qui est « décent comme rémunération (...) par rapport à ceux qu'ils emploient ». Le patron de Total s'est interrogé et... il a augmenté son salaire annuel de 52 % en 2021, le passant ainsi de 3,91 millions d'euros à 5,9 millions, tout en expliquant que sa rémunération était « constante de-

puis 2017 » et qu'elle demeurait moins élevée que celle de ses homologues des majors américaines ou britanniques.

■ **Toujours en vacances, les enseignants ?** – À la veille des vacances de la Toussaint, le 19 octobre, le ministère de l'Éducation nationale a publié le premier baromètre du bien-être au travail des enseignants et autres personnels (conseillers principaux d'éducation, psychologues scolaires, directeurs d'établissement...). Il en ressort que la moitié d'entre eux éprouve « un sentiment d'épuisement professionnel élevé », que leur degré de satisfaction professionnelle est inférieur à celui de l'ensemble des Français et qu'ils sont insatisfaits de leurs perspectives d'évolution de carrière. Une note publiée à la même date révèle

que le temps de travail médian des enseignants s'élève à 43 heures par semaine.

■ **Gigafactories.** – Le français Alteo, leader mondial des aluminiums de spécialité, s'est associé au japonais Wscope pour investir 600 millions dans la construction, dans les Hauts-de-France, du plus grand site de production de séparateurs de batteries automobiles. Le démarrage de la production est envisagé pour 2026 avec mille emplois directs à la clef. Selon le ministère de l'Industrie, ce projet « s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à créer un écosystème français complet de la production de batteries, des matériaux de base aux gigafactories » ou, en bon français, usine de grande échelle permettant de faire des économies... d'échelle. N. P.

Danse avec la gauche

C'est une tradition bien ancrée chez elle : la gauche française oscille régulièrement entre autocélébration et autodestruction. Gaël Brustier, conseiller politique et politologue français, chercheur associé au Centre d'études de la vie politique, à l'Université libre de Bruxelles, a accepté de nous livrer son analyse de la situation à gauche.

Au fil des dernières années, la gauche n'a cessé de s'interroger sur son identité propre. La gauche est souvent la meilleure analyste de ses propres défaites, auxquelles elle consacre de savants colloques en y mettant le cœur d'un gourmet en la matière. Mais à peine a-t-elle énoncé quelques solides analyses sur les raisons de ses déconvenues que la voilà repartie dans une danse de Saint-Guy de l'autocélébration et de l'excommunication. Face à son impuissance, la gauche, les vraies-gens-de-gauche n'ont de cesse d'éliminer les témoins gênants par l'excommunication et la censure *in odium auctoris*. Un propos dérangeant, un *retwitt* par un adversaire politique peuvent devenir des pièces à conviction. Depuis quelque temps, une simple rumeur sur la vie privée suffit à bannir hors de la cité de gauche celui qui est considéré comme un impudent ou tout simplement l'imprudent manquant de chance. L'autocélébration a un corollaire : la suspicion généralisée. Comme une armée en déroute, les formations politiques de gauche n'ont pas l'intention de laisser leurs contestataires derrière elles.

Le fait d'« être de gauche » est désormais devenu un but en soi, un sauf-conduit pour l'au-delà post-politique, une autorétribution symbolique compensant l'impuissance historique. Cette autocélébration efface volontairement ou non l'héritage du mouvement ouvrier pour lequel « être de gauche », c'était déjà renoncer un peu dans le cadre d'alors, celui de la III^e République. « Être de gauche » était alors un moyen et non une fin.

La mythologie « de gauche » commence désormais en mai 1981 et fait l'impasse sur des faits historiques antérieurs. L'Histoire de France méconnue, l'Histoire du mouvement ouvrier et de la gauche tout simplement ignorée dans les grandes largeurs. Au festival des idées reçues et des contresens, on accole le souvenir quasi exclusif de deux ou trois réformes : abolition de la peine de mort, 35 heures et, évidemment, mariage pour tous. Cela au mieux, il va sans dire, dans un monde qui ne pense plus l'avenir, se défie du passé et vit son présent sous les coups de fouet d'une immédiateté interprétée à l'aune de la seule posture.

L'arrivée des élus Nupes, en particulier LFI, au palais Bourbon, s'est faite dans une ambiance « festive », entre danses et tenues débraillées. Il y a cinq ans, jeune force politique, LFI faisait son entrée à l'Assemblée nationale au cri très offensif de « Résistance ! »... Sur la tenue adoptée au sein de l'hémicycle, elle a une fonction de distinction qui rappellerait presque celle des élus de Podemos. Le problème est qu'en



Olivier Faure. Le dirigeant du PS est à l'image d'une gauche qui s'autocélèbre mais ne pense plus.

La mythologie « de gauche » commence désormais en mai 1981 et fait l'impasse sur des faits historiques antérieurs.

Espagne les députés sont loin de bénéficier de la même enveloppe qu'en France. Ici, on mime la modestie de sa condition plutôt qu'on ne la vit.

Avec une telle estime de soi, la gauche fend comme un navire de haut bord l'océan de ses contradictions et petites malhonnêtetés. Défiler avec les Frères musulmans est normal comme l'est de réclamer la fin de l'odieuse Concordat en Alsace-Moselle, dénoncer l'apprentissage de l'Histoire par les émissions de Stéphane Bern, mais encourager celui du civisme par celles d'Hannouna : tout est possible puisque l'homme-de-gauche, cet homme nouveau vendu sur *Wish*, a toujours raison. La palme ne revient-elle pas à Olivier Faure, l'homme qui accompagnait Jean-Marc Ayrault lors de la passation de pouvoir en 2012, lorsqu'il proclame : « Les socialistes n'ont jamais voté la loi El-Khomri parce que le gouvernement a utilisé le 49-3 » ? Sic. L'autocélébration se nourrit de multiples postures quotidiennes : à chaque événement, une occasion de faire le buzz. Cela se passe bien quand il s'agit de proposer de constitutionaliser la liberté d'avorter (devenue « droit à l'IVG » en chemin), mais cela se passe moins bien aux yeux

de l'opinion lorsque les mêmes veulent, dans une volte-face spectaculaire, devenir les porte-parole français des femmes iraniennes. *Twitter* est évidemment le cadre idéal de l'autocélébration érigée en mode de vie plus encore qu'en outil pour arguments politiques. Cette autocélébration a un corollaire : de même que désormais la seule chance pour un socialiste d'emporter un scrutin c'est dans une élection interne à son parti, la seule chance qu'un candidat de gauche a d'emporter 50 % et plus d'un vote, c'est dans des primaires du « peuple de gauche ».

L'autocélébration va jusqu'à s'approprier des figures de l'histoire mondiale (Nelson Mandela) ou nord-américaine, qui réhaussent le prestige jugé trop désuet de sa propre histoire par la gauche française. Il ne manque pourtant pas de personnalités fortes – femmes et hommes – dans le mouvement ouvrier ou la Résistance pour trouver noms de rue et lieux à célébrer. Au décès de Ruth Bader Ginsburg, personnalité de grande qualité et juge à la Cour suprême des États-Unis, les écrans des réseaux sociaux se sont remplis de son portrait et de « *Merci, Madame !* » de militants de gauche français dont on peine à croire que plus d'un sur dix connaissait Madame Ginsburg et son travail. La cuistrerie de l'immédiat nourrit l'autocélébration de la gauche.

Cet enfermement de la gauche sur elle-même passe souvent donc par l'ignorance de sa propre histoire. Ses publications ne font plus référence au passé qui est le sien pas plus qu'à l'Histoire tout simplement. Le naufrage des formations politiques de gauche passe par l'effondrement de leur fonction de formation et de transmission. La gauche célèbre les « *transfuges de classe* » mais a cessé d'être interclassiste. Dans les appareils, on développe un entresoi qui implique, pour se dédouaner, non pas l'analyse et la critique, mais de camper un personnage résolument du côté du bien, instruit, éclairant le débat de son savoir. Pour cette gauche-là, celle de l'autocélébration, les rapports de classes sont estompés, les rapports de force géopolitiques, inexistantes (résumés à la question palestinienne avec son lot d'approximations), les grands invariants de l'Histoire, ignorés... Ce qu'il y a dans la tête de l'Autre est délégitimé d'office. Cette gauche se célèbre elle-même pour mieux ignorer l'altérité, conspuer ce qui est différent d'elle. Dider Motchane disait des socialistes : « *des gens intelligents mais qui ne pensent pas* ». Avec la gauche des années 2020, on atteint le paroxysme en la matière. ■

GAËL BRUSTIER.

Iran : le point de bascule ?

La révolte iranienne depuis la mort de Masha Amini le 16 septembre témoigne d'un rejet du régime par de larges pans de la société. Quelle en sera l'issue ?

Les manifestations actuelles ne sont pas les premières à embraser le pays. Qu'on se souvienne seulement de celles de 2009 qui ont suivi la victoire volée de Mir Hossein Moussavi à l'élection présidentielle. Qu'on se souvienne encore des manifestations récentes contre une inflation galopante qui condamne à la misère de plus en plus d'Iraniens. Elles illustraient ce qu'on devinait déjà à travers la littérature et le cinéma iraniens, du divorce entre de larges pans de la société et le pouvoir en place. Attractivité de la culture occidentale et de la liberté de conscience, rejet du patriarcat et de la tutelle religieuse, lutte contre la corruption y transparaient.

Ce n'est donc pas le déclenchement de cette contestation qui doit nous surprendre, cette « configuration insurrectionnelle » pour reprendre l'expression de Norbert Elias. C'est son étendue géographique. On manifeste partout dans le pays, y compris dans le pays kurde et au Baloutchistan, et, fait plus encore nouveau, on voit des slogans pro-kurdes émerger chez les



Iran, septembre 2022. Manifestation d'étudiants après la mort de Masha Amini.

contestataires du cœur de l'Iran, refusant ainsi toute récupération nationaliste de la part du régime. C'est aussi l'ampleur des milieux touchés : une révolte des jeunes, une révolte de l'urbanité, une révolte des groupes minorisés. Une révolte des femmes d'abord, l'expression d'un féminisme qui s'est radicalisé et qui ne conteste plus seulement les modalités de compréhension de la *charia* ou de son application, mais qui rejette le pouvoir lui-même. La révolte encore de toute une part de la société qui refuse cette culture chiite fondée sur le sacrifice pour le groupe et la recherche du martyre, mais

qui exige d'être considérée comme des citoyens et des citoyennes détenteurs de droits inaliénables, et qui préfère l'exaltation de la vie à celle de la mort. C'est une révolte aussi qui ébranle jusqu'aux cadres de l'armée nationale, voire les Gardiens de la Révolution. Certains notables religieux enfin, notamment au Baloutchistan, rejettent un régime impie sans oublier les notables ou responsables économiques qui dénoncent une gestion économique erratique menée par des incompetents.

S'agit-il d'une révolution et le régime va-t-il tomber ? Il manque encore l'élément coa-

gulant, l'épisode qui fait tout basculer et dont on ne peut pas par principe prévoir la survenance, et un projet politique. On entend parfois dans les manifestations des références à la révolution de 1906. On voit quelques portraits de l'ancien Chah ou de son fils. Mais tout cela reste bien flou. On ne voit pas davantage de chef émerger, mais on est frappé par la capacité d'auto-organisation des groupes professionnels.

Peuvent-ils fournir des dirigeants, hommes ou femmes ? Nul ne peut le savoir. Si l'on n'a guère besoin de tels personnages pour faire une révolution, ils sont indispensables pour lui fournir un débouché. ■

MARC SÉVRIEN..

Les Faits majeurs

■ **Afghanistan.** – Les Talibans ont bien procédé à des exécutions sommaires de résistants de la province du Panchir, ainsi que le dénonçaient plusieurs ONG. C'est ce qui ressort de l'authentification par *Le Monde* et le Centre for Information Resilience, d'un court film tourné au mois de septembre 2022 dans laquelle cinq prisonniers sont fusillés. Il ne s'agit pas d'une action isolée, d'autres documents vidéo faisant état de semblables exactions.

■ **Royaume-Uni.** – Après le plus long règne de l'histoire du pays, voici le plus court passage au 10, Downing Street d'un Premier ministre ! En difficulté face à la situation économique du royaume et affaibli au sein du parti conservateur, Liz Truss, nommée le 6 octobre, a annoncé sa démission le 20 octobre. Un scrutin interne sera organisé d'ici le 28 octobre pour désigner son successeur parmi trois candidats, ont annoncé les responsables *tories*.

■ **Soudan.** – L'État du Nil bleu, au sud-est du pays, à la frontière de l'Éthiopie, a connu, les 19 et 20 octobre, de nouveaux affrontements entre tribus qui ont fait 150 morts et 90 blessés. L'origine du conflit est la contestation par la nombreuse ethnie des Haoussas des règles coutumières qui lui interdisent d'accéder à la propriété des terres. Les Haoussas, s'estimant discriminés, se révoltent au Kassala, au Kordofan-Nord et au Kordofan-Ouest et manifestent à Khartoum.

CAZIMIR MAZET.

Voix étrangères

■ **La peau de la baleine.** – « *Les requins rôdent déjà alléchés par la peau de la baleine pétrolière* » : l'éditorial du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* du 13 octobre s'inquiète de l'accord conclu la veille sur la délimitation de la frontière maritime entre le Liban et Israël, qui reconnaît la souveraineté de chacune des parties sur des champs pétroliers *off-shore* : Karish côté israélien déjà prêt à être exploité, Cana côté libanais dont seulement l'exploration, confiée à Total, pourra commencer. Car le Liban est dépourvu d'une compagnie nationale et des infrastructures nécessaires. De là à penser que tout se passera via des sociétés écran au profit de clans, il n'y a qu'un pas vite franchi pour expliquer « *pourquoi le Hezbollah a donné son feu vert à un accord avec Israël* ».

Calcul économique qui se double d'un feu vert de Téhéran pour des raisons sur lesquelles on ne peut que spéculer.

Même interrogation dans la presse israélienne : « *Lapid a capitulé devant Nasrallah* », clame l'ex – et peut-être futur – Premier ministre Netanyahu, « *accord historique* » pour le Premier ministre Yaïr Lapid en passe de perdre le pouvoir après les élections du 1er novembre. Le quotidien *Haaretz* va jusqu'à évaluer l'accord avec le Liban aux accords d'Abraham avec les émirats de la péninsule arabe. Israël n'était pas en guerre avec ces derniers alors que l'état de guerre n'a jamais cessé avec le Liban depuis 1949. Le Hezbollah est un adversaire bien plus redoutable que le Hamas à Gaza. Il lui sera plus difficile désormais d'attaquer Israël sans mettre en péril le potentiel pétrolier du pays. Même s'il n'y a pas (encore ?) de normalisa-

tion, précaution de langage réitérée par le président Aoun dans son discours télévisé du 13 octobre.

« *Aoun jubile* », titre encore *L'Orient-Le Jour* alors que le mandat du président s'achève juridiquement le 31 octobre et que l'Assemblée nationale a échoué jusqu'ici à lui trouver un remplaçant. Le quotidien redoute que les espérances de revenus pétroliers ne retardent encore les réformes nécessaires au rétablissement du pays voire s'y substituent. Le message a été transmis par la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna à Beyrouth le 14 octobre. « *La France l'autre médiateur* », souligne *L'Orient-Le Jour*, Macron ayant aidé à la conclusion de l'accord en soutien au médiateur américain, Amos Hochstein, conseiller énergie du président Biden, diplomate d'origine israélienne, juif orthodoxe.

Y. L. M.

La lionne a perdu son « faon » et est inconsolable. L'ourse lui dit : « Tous les enfants Qui sont passés entre vos dents N'avaient-ils ni père ni mère ? (...) Si tant de mères se sont tuées, Que ne vous taisez-vous aussi ? »

La Fontaine avait tout compris. L'ourse se veut, aujourd'hui comme hier, la championne de la lutte contre le colonialisme incarné par la lionne.

La Lionne et l'Ourse

PAR YVES LA MARCK

En juillet 2019, la Russie diffusait en Centrafrique un film d'animation qui représentait un éléphant harcelé par des hyènes, faisant appel d'abord au lion, submergé, puis à l'ours de la taïga qui venait à bout des charognards. Les hyènes étaient les puissances coloniales, l'éléphant l'Afrique (1). La fable de La Fontaine revêt un sens plus profond en ce qu'elle féminise les deux héros et, ciblant les mères, s'attache à la descendance. Les enjeux africains tiennent en effet d'abord au problème générationnel, qui fait de la jeunesse, jusque tard dans l'âge adulte, une catégorie bridée par les aînés, qui échoue dans l'émigration comme dans la révolution, frustrée de capacité matrimoniale et donc de statut social. Le problème n'a pas été résolu par la décolonisation.

Quel colonialisme ? – Le ressentiment anticolonial ne date pas d'aujourd'hui, ni des Russes. Si Moscou peut se réclamer de son soutien aux luttes de libération en Afrique australe, s'il croit pouvoir s'appuyer sur les anciens étudiants africains de ses universités dont la célèbre Patrice-Lumumba (250 000 en trente ans), il ne se réfère guère aux dirigeants marxistes qui ont précipité la faillite d'une dizaine d'États africains entre 1958 et 1991 (les Sékou Touré, Modibo Keita, Didier Ratsiraka, Mathieu Kérékou, Mengistu Haile Mariam, etc.). L'anticolonialisme était, le plus souvent, le fait des anciens étudiants des universités parisiennes, voire anglaises et américaines, instruits par des professeurs communistes.

Si la France est aujourd'hui attaquée dans les opinions africaines, ce n'est pas d'abord à cause de ce passé, qui renvoie à sa puissance, mais parce qu'elle apparaît comme le maillon faible. La France paye la disparition de la Coopération, l'échec de son intégration au ministère des Affaires étrangères, ce qui n'a laissé d'autre précepteur que le ministère de la Défense et, en son sein, l'armée d'Afrique comme un vestige obsolète hors Otan et défense européenne. Au moment où l'Afrique devenait une cible diplomatique, où de nombreux pays multipliaient les ouvertures d'ambassades, les ambassades françaises au contraire étaient délestées pour garnir celles d'Asie ou simplement par économie de moyens. Les militaires n'étaient plus appuyés par des diplomates et devaient se débrouiller seuls, sans filet.

La France s'est ainsi déconnectée de la politique intérieure africaine, et notamment des oppositions politiques auxquelles les diplomates continuaient d'avoir accès.



Le pouvoir actuel ne jure que par les entrepreneurs de *start-up* qui, eux, ne s'intéressent qu'à l'Asie. Les étudiants africains sont de moins en moins accueillis dans nos universités. Certes, un énarque banquier parle plus facilement à un banquier énarque, comme le Franco-Béninois Lionel Zinsou, qu'à un militaire sorti du rang comme le colonel malien Abdoulaye Maïga, sans parler d'un chef traditionnel ou d'un imam. Même les écoles militaires françaises qui avaient la haute main sur la formation des officiers ou la coopération militaire ne permettent plus de connaître le sentiment profond des armées partenaires, rouvrant le cycle des putschs à répétition.

La Russie, la Chine, font illusion. Leur attitude est purement opportuniste.

En réalité, aucune puissance extérieure ne peut prétendre avoir la main sur l'évolution contemporaine du continent. La Russie, la Chine, font illusion. Leur attitude est purement opportuniste. Les Africains font leur marché, à la fois plus libres du fait de l'offre multiple (Asie, Moyen-Orient) et plus dépendants (dette, alimentation, armement). Mais ils ont perdu leur régulation interne, laquelle était attendue des trois Grands du continent : Afrique du Sud, Nigeria, Égypte qui ont dû renoncer à leurs velléités d'hégémonie régionale, peinant à s'occuper de leurs propres affaires.

Lignes de faille. – Que va-t-il se passer maintenant ? Les lignes de faille vont se creusant. Après le Mali, le Burkina Faso et le Niger vont suivre. À Ouagadougou, deux putschs en huit mois, un capitaine, Ibrahim Traoré, sacré « président de la transition », 40 % du territoire échappe au contrôle de la capitale. À Niamey, dernier avatar de l'opération Barkhane, la légitimité du président Mohamed Bazoum élu l'an dernier est discutée.

Centrafrique ? Faible enjeu en soi, c'est la position d'affût pour le Cameroun et le Tchad. À N'Djamena, le fils de l'ex-président Déby (au pouvoir de 1990 à 2021) a été intronisé, le 10 octobre, « président de la transition » à l'issue d'un « dialogue national » avorté. À Yaoundé, dans l'attente du départ du président Paul Biya, 89 ans, au pouvoir depuis 1982, la stabilité du plus grand pays francophone (hors RD Congo) a longtemps été considérée comme un test majeur pour celui qui sera président à Paris à ce moment-là. Macron pense être celui-là. Son voyage le 26 juillet dernier était rempli d'interrogations. Il vient d'y nommer ambassadeur un général, directeur de la Coopération militaire au ministère des Affaires étrangères. L'un de ses prédécesseurs à ce dernier poste, général, envoyé comme ambassadeur au Burkina Faso, avait assisté impuissant à la chute du président Compaoré en 2014.

Dans la ligne de mire, également, Madagascar où les Russes s'étaient intéressés de près aux élections de 2018 et qui doit retourner aux urnes en novembre 2023, le Sénégal où le parti du président Macky Sall et l'opposition ont fait jeu égal aux législatives de juillet dernier, ce qui laisse mal augurer de la présidentielle de 2024, enfin Djibouti où le ministre français de la Défense le 16 septembre a ouvert la révision de l'accord de défense renégocié en 2010, alors que l'engagement de la France excède à l'évidence ses moyens dans ce territoire qui abrite autant de bases étrangères, américaine, japonaise, chinoise.

Oui, la lionne est submergée. Les hyènes, qui se repaissent des restes du repas de famille, ce sont en réalité les Russes. Les vautours, eux aussi sont là, qui planent au-dessus des déchets, ce sont les djihadistes. ■

(1). Maxime Audinet, *L'ours et les hyènes, acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone*, Institut de Recherche stratégique de l'École militaire, n°83, juillet 2021.



La frégate multi mission (FREMM) Normandie. Sur les 17 unités prévues dans le programme FREMM, seules 8 ont été commandées à ce jour.

Notre Défense à la lumière du conflit en Ukraine

Le conflit ukrainien jette, sur notre défense, un éclairage particulièrement cruel. Et la réaction de nos responsables ne sert ni notre indépendance ni notre sécurité.

On a cru, lorsque l'armée russe est entrée en Ukraine, à une opération rapide, du même type que l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. La réalité, on le voit, est bien différente.

D'un côté :

- l'armée arriérée d'un État arriéré, des soldats peu éduqués et mal entraînés, recrutés dans les couches les plus frustes, soumis à la vie de caserne la plus abrutissante et aux brimades de cadres corrompus et des appelés les plus anciens,
- des matériels généralement anciens,
- un manque de sous-officiers hérité de l'ère soviétique,
- une tactique fondée sur l'écrasement par l'artillerie, la quantité plus que la qualité et la précision,
- une logistique rigide et lente, reposant sur le rail,
- une stratégie de la terreur, dont le *Blitz* londonien de 1940 et les bombardements stratégiques contre l'Allemagne ont depuis longtemps montré l'ineptie : la Russie utilise son stock limité de vecteurs sophistiqués conçus pour frapper des objectifs de forte valeur militaire contre des objectifs civils, comme Hitler le fit avec des V1 et V2 contre l'Angleterre.

De l'autre, une armée qui a su fusionner les unités d'active et la réserve, incorporer les couches instruites et intégrer les techniques et les conseils des armées occiden-

tales, qui lui fournissent non seulement leurs reliquats du Pacte de Varsovie, mais aussi des matériels aux normes de l'Otan.

Côté russe, un commandement vertical et descendant, soumis aux ukases du politique. Une absence d'objectifs stratégiques partagés qui pourraient servir de cadre à l'initiative des différents échelons. Côté ukrainien, une gestion du combat reposant sur l'initiative et le partage d'information jusqu'aux unités de terrain. Ce qui suppose que la sécurité des transmissions soit préservée.

Le principal apport russe à la pensée militaire est l'art opératif, inventé par Svetchine et Toukhatchevski dans les années 1920, qui vise moins à détruire les forces de l'ennemi qu'à disloquer son système par une succession d'actions larges et coordonnées. C'est le modèle des grandes offensives soviétiques contre l'Allemagne nazie en 1944-1945 ou contre le Japon en Mandchourie en 1945. L'armée de Poutine n'a ni pu ni su réaliser un tel scénario, qui implique une supériorité quantitative qu'elle n'a pas. C'est au contraire l'état-major ukrainien qui a su monter des attaques coordonnées sur deux fronts, et peut-être davantage demain. (1)

Nous avons également pu voir le rôle crucial de la mer, qu'il s'agisse des tirs de missiles depuis la mer Noire, de la destruction du Moskva, de la liberté d'utilisa-

tion des routes maritimes commerciales, du sabotage du gazoduc Nordstream et des menaces contre les câbles sous-marins qui transportent l'essentiel de l'information. Les interactions entre nos forces et les forces russes se déroulent sur mer ou au-dessus de la mer : incursions d'aéronefs, illumination de nos bâtiments par les radars de tir des navires russes. Et Moscou annonce prendre « *les mesures militaires nécessaires* » pour protéger la navigation en Arctique.

Un conflit global et hybride. – Le fait nucléaire interdit, sauf escalade catastrophique, un affrontement direct entre puissances nucléaires. Le conflit « hybride » prend une forme économique (sanctions) et indirecte (menées russes en Afrique), dans le cadre de ce que Poutine considère comme un conflit global avec l'Occident. Il y a longtemps, en France, l'amiral Guillaud, futur chef d'état-major des armées, avait défendu l'idée que la manœuvre médiatique devait accompagner la manœuvre militaire. Dans ce domaine, le Kremlin a bien du mal à défendre l'indéfendable. Ce qui entraîne des décisions tactiques uniquement motivées par des considérations de propagande. Jusqu'à présent, la Russie n'a mené que marginalement des attaques cyber, sachant que nous possédons des capacités de rétorsion.

L'Otan, l'Europe, la France. – Emmanuel Macron avait proposé un partage de la dissuasion française, puis indiqué que les intérêts vitaux de la France avaient désormais une dimension européenne. Il revient aujourd'hui à la notion d'intérêts « fondamentaux » tout en indiquant qu'une attaque nucléaire sur l'Ukraine n'entraînerait pas de notre part de réponse nucléaire. On s'en doutait un peu, mais c'est violer une des règles de base de la dissuasion : ne jamais dire ce qu'on ne fera pas. La dissuasion ne se partage pas, et on ne doit jamais lever l'ambiguïté sur ses lignes rouges.

Les États-Unis considéraient, il y a peu, que l'Europe était un théâtre secondaire qu'il convenait d'abandonner aux Européens, priés de financer eux-mêmes... l'achat d'armes américaines. L'attaque contre l'Ukraine a été le signal d'une reprise en main : l'Union européenne est désormais totalement liée à l'Otan. Ne nous cachons pas que l'Otan envisage réellement un conflit, et que les forces des Européens seraient commandées par le SACEUR (acronyme anglais qui désigne le Commandant suprême des forces alliées en Europe). Ursula von der Leyen s'exprime en chef de guerre, et le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, vient de déclarer qu'en cas d'attaque nucléaire russe en Ukraine les États membres de l'Union anéantiraient l'armée russe. On reste confondu. Qui leur a donné un tel mandat ?

Notre président peut appeler sur tous les tons à une Europe de la défense, celle-ci se fait sous l'égide des États-Unis, et la France n'y jouera pas un rôle moteur. Nous avons déjà exposé le blocage, par l'Allemagne, des programmes de Système de combat aérien futur et du char du futur, mais un pas a été franchi par l'Allemagne. Olaf Scholz a proposé à plusieurs pays la création d'un bouclier aérien européen, reposant sur des systèmes américains, éventuellement israéliens... et allemands. Il ne s'agit pas d'une tentative de tirer à soi un programme en coopération ; la France et l'Italie ont été d'emblée exclues, pour laisser la maîtrise à l'industrie allemande. Un camouflet Un camouflet du même niveau que l'annulation par l'Australie du contrat avec Naval Group, et sur lequel notre gouvernement a peu communiqué.

Devrions-nous quitter l'Otan ? Celle-ci absorbe déjà, de fait, nos forces déployées à l'est de l'Europe, qui en cas de conflit passeraient sous contrôle américain. Ces forces pourraient, dans l'avenir, représenter une part croissante de nos unités terrestres et aériennes. Par contre, l'Otan nous apporte un système de liaison et d'information intégré dont nous aurions du mal à nous passer et qui nous permet de partager les données tactiques avec nos alliés. La sortie, sous de Gaulle, de l'organisation militaire n'avait pas mis fin à ce partage...



Le chef d'état-major des armées, Thierry Burkhard. Il a engagé la transformation de nos forces en vue de conflits de haute intensité.

Le blocage, par l'Allemagne, des programmes de Système de combat aérien futur et du char du futur.

La Nation en armes, les réserves. – Nous avons souvent souligné l'insuffisance quantitative de notre défense, qu'on a qualifiée « d'armée bonsai » (celui-ci a tout de l'arbre sauf la taille). Le fait de donner à l'Ukraine une part significative de nos matériels n'est pas choquant, et ne peut que faire leur promotion à l'export. Ce qui est plus grave, c'est que notre base industrielle et technologique de défense est calibrée pour une production à l'unité, et que les chaînes de production de matériels majeurs comme le char Leclerc sont arrêtées. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls concernés, et les États-Unis auraient cédé à l'Ukraine dix années de leur production de certains missiles. L'argent ne suffit pas ; il faut aussi de la volonté, des ingénieurs, des ouvriers, des usines. Il faut, encore, mettre en place sans attendre les alternatives aux programmes en coopération bloqués par l'Allemagne.

L'exemple ukrainien montre l'efficacité de la Nation en armes. Si les matériels sont longs à fabriquer, les hommes sont encore plus longs à former. Le recrutement de l'école qui forme à Saint-Maixent les sous-officiers a doublé en quelques années, et c'est une excellente décision. Le nombre des réservistes devrait doubler, et le ministre a récemment déclaré que servir la Défense devrait être un droit. Il faut d'urgence donner une nouvelle dimension à la politique de formation des jeunes à la culture de défense, et présenter systéma-

tiquement la réserve militaire – qui est aussi pour eux une excellente formation aux responsabilités – aux lycéens et aux étudiants.

Le concept de « combat multi-domaines » domine actuellement la réflexion des stratèges américains. Il structurera non seulement l'organisation des unités des US Marines, mais aussi celle de l'US Army. La France, qui vise un modèle complet d'armée et dont les enjeux indopacifiques impliquent une capacité de combat multi-milieux, devra être attentive dans la prochaine période.

L'Australie. – Les relations avec l'Australie, interrompues par le coup bas de l'AUKUS (acronyme anglais qui désigne l'alliance militaire formée par l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis) et de l'annulation de l'achat de nos sous-marins. N'oublions pas que nous sommes une puissance souveraine de la zone indopacifique, non des marchands de sous-marins, et que nous devons envisager froidement les éventuelles convergences stratégiques avec un pays qui possède des facilités portuaires et industrielles qui nous manquent.

Une loi de programmation militaire sans Livre blanc ? – On en sait peu, à ce stade, sur le contenu de la future loi de programmation militaire. La priorité semble être la remise à niveau des stocks. Ce qui est une évidence minimale. Mais il nous faudra être vigilants pour éviter la reproduction du modèle actuel, un peu gonflé pour répondre aux demandes de l'Otan, et permettre à Emmanuel Macron de jouer les Agnan (2) de la classe euro-atlantique. En particulier, on annoncerait, pour la énième fois depuis quatre présidents, l'engagement des études sur le porte-avions du futur.

Pour la première fois depuis bien longtemps, la prochaine loi de programmation ne sera pas précédée par un *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*. Le dernier date de 2013, il a été actualisé en 2017 par une révision stratégique, elle-même actualisée en 2021. Le retour de la guerre en Europe justifierait évidemment une réflexion ouverte et publique sur la définition de la menace et notre concept de défense, débouchant sur des contrats opérationnels et un modèle d'armée. Comment hiérarchisons-nous et caractérisons-nous les menaces européenne, africaine, indopacifique, et celle, intérieure, de l'islamisme radical ? Quels scénarios ? Le passage en commission parlementaire ne saurait suffire. Ni l'affirmation que le chef sait où il va. Une démocratie ne se défend qu'avec l'engagement éclairé de ses citoyens. ■

ÉRIC CÉZEMBRE.

(1). <https://lavoiedelepee.blogspot.com/2022/10/les-nus-et-les-mots-la-guerre-point-de.html>

(2). Agnan : personnage du *Petit Nicolas* de Goscinny et Sempé ; il est le premier de la classe et le chouchou de la maîtresse.

Que pourrait-on faire contre Amazon ?



L'économiste
Philippe Moati.

© UNIVERSITÉ PARIS CITÉ.

Les plateformes numériques bouleversent les échanges dans de nombreux domaines, avec le consentement de légions de consommateurs. Est-il possible de trouver des stratégies alternatives ?

Le paradoxe est connu mais il a pris une dimension spectaculaire avec le prodigieux développement des plateformes telles Amazon et Alibaba : la concurrence dérégulée sur le divin marché entre les entreprises aboutit à la constitution d'oligopoles – quelques entreprises dominent le marché – et de quasi-monopoles privés. Professeur d'économie, spécialiste du commerce et de la consommation, Philippe Moati analyse ces « places de marché » qui nous sont devenues familières mais qui restent opaques dans leur fonctionnement.

En 2020, le chiffre d'affaires d'Amazon était de 386 milliards de dollars, alors que celui de Carrefour n'atteignait que 83 milliards de dollars. Il était de 109 milliards de dollars pour le chinois Alibaba, en pleine expansion. La puissance commerciale de ces géants est appuyée par de hautes capacités technologiques dans le transport des colis et le traitement des données stockées. Amazon en vient à concurrencer par ses propres produits ceux que les marchands ont installés sur sa plateforme, et les clients de ces marchands – par exemple

pour l'habillement ou l'alimentaire – sont avant tout des clients d'Amazon. Par diverses méthodes, les consommateurs tendent à devenir des acheteurs captifs.

Les dynamiques cumulatives qui assurent la domination d'Amazon sont quelque peu freinées par deux facteurs : les marchands peuvent se placer sur plusieurs plateformes, et les consommateurs peuvent répartir leurs achats sur Carrefour, Rakuten... On voit, par ailleurs, que Google et Facebook s'installent sur le secteur du commerce en ligne et que l'américain Walmart peut prétendre rivaliser avec Amazon.

En France, aucun distributeur national n'est de taille à affronter la plateforme américaine. Cependant, le groupe Mulliez (Auchan, Décathlon, Leroy Merlin...) pourrait tenter l'aventure avec des chances de succès. Après avoir envisagé cette solution, Philippe Moati écrit qu'il « est permis de rêver à une autre option » : celle d'une union sacrée des principaux groupes de la distribution française acceptant de mutualiser leurs capacités. « *L'impulsion pourrait venir d'un État qui, comme aux belles heures du cinquième Plan, aurait compris la nécessité de faire émerger un*

champion national dans ce domaine. » Philippe Moati fait observer qu'un tel projet serait condamné par les services européens de la concurrence, et en vient à imaginer que la Commission européenne pourrait changer de politique – tout en concluant que ce renversement de perspectives n'a aucune chance de se réaliser.

D'autres voies sont explorées avec précision par Philippe Moati, qui insiste sur l'urgence d'une réaction concertée. Passées maîtresses dans l'intelligence artificielle, les plateformes géantes sont en train de mettre au point des systèmes de commande vocale par le biais d'objets connectés qui attireront des consommateurs encore plus nombreux.

Le pire peut encore être évité. La convergence entre les oppositions – celle des militants syndicaux, des commerçants indépendants, des défenseurs de l'environnement, de certains élus nationaux – pourrait conduire le Parlement à opposer des barrières législatives à la violence du capitalisme de plateforme. ■

YVES LANDÉVENNEC.

► **Philippe Moati, *La Plateformisation de la consommation, Peut-on encore contrer l'ascension d'Amazon ?* Gallimard/Le Débat, novembre 2021.**

Lectures

■ **Exigence universelle.** – Tout homme, à toutes époques et en tous pays, aspire à la justice sociale – et l'exigence quand il n'est pas totalement privé de liberté.

Il y a 2500 ans, Solon, le père des juristes, décréta l'effacement des dettes et l'interdiction de l'esclavage pour dettes, tout en reconnaissant aux travailleurs la pleine dignité de citoyens. Au siècle des Lumières, Jean-Jacques Rousseau juge important « *de ne plus souffrir dans la république aucun financier par état* » et Montesquieu explique que pour maintenir « *l'esprit de commerce* » il faut « *[diviser] les fortunes à mesure que le commerce les grossit* ».

Après 1945, les institutions internationales posèrent le principe de la justice contre lequel s'acharnent les néolibéraux... Dans cet essai lumineux, Alain Supiot trace les voies d'une poli-

tique sociale aussi éloignée de la globalisation financière que du repli identitaire.

► **Alain Supiot, *La Justice au travail, Quelques leçons d'histoire*, Seuil Libelle, avril 2022.**

■ **Agent rouge.** – Pourquoi Ernest Hemingway a-t-il accablé le général Leclerc de propos aussi vindicatifs ? C'est qu'en août 1944, le grand écrivain devenu correspondant de guerre se fit vertement rabrouer par le commandant de la 2^e division blindée. Hemingway qualifia la libération de Paris de « *rigolade* » tout en s'attribuant des exploits imaginaires...

Il ne s'agit pas seulement d'un dépit couvert par la vantardise. Aux yeux du romancier, Leclerc et ses hommes ont volé aux communistes parisiens leur victoire. Étrange pour un Américain, cette attitude s'explique par un fait révélé par les archives soviétiques

: l'auteur de *Pour qui sonne le glas ?*, qui avait résolument ignoré les crimes staliniens en Espagne, a été recruté en 1941 à Cuba par le NKVD puis relancé après la guerre comme agent d'influence. Adrien Le Bihan dévoile cet itinéraire secret – mais toujours alcoolisé – et rend un bel hommage au général Leclerc et à la France combattante.

► **Adrien Le Bihan, *Autopsie d'une rancœur, Hemingway alias Argo contre général Leclerc*, Cherche-bruit, mai 2022.**

■ **Sur le front.** – François Ruffin est un député exemplaire. Il connaît par cœur sa circonscription, et juge indispensable de lire des livres de fond et des rapports qui nourrissent ses interventions à l'Assemblée nationale.

Il y a dans son nouveau livre un hommage trop appuyé à Jean-Luc Mélenchon – l'Histoire jugera – mais sa réflexion en forme de

retour d'expérience est pertinente. Sur les abandons de la gauche, sur les raisons du succès du Rassemblement national, l'essentiel est bien dit. Telles qu'elles sont tracées par François Ruffin, les perspectives d'action sont de nature à relancer une politique de défense du travail et des travailleurs.

► **François Ruffin, *Je vous écris du front de la Somme*, Les liens qui lièrent, septembre 2022.**

Nous avons reçu :

– Dirigé par Didier Le Fur, *Les guerres d'Italie, Un conflit européen*, Passés/Composés, Ministère des Armées, sept. 2022.

– Simon Archipenko, *Gestes d'Armorique, Les trois souverains*, Préface de Joël Cornette, Plume de poids, mars 2021.

– Amable Sablon du Corail, *La guerre de Cent Ans, Apprendre à vaincre*, Passés/Composés, septembre 2022.

– Dirigé par Yves-Marie Bercé, *La violence au village, XVI^e - XIX^e siècle*, Passés/Composés, sept. 2022.

DR



Par Gérard Leclerc

Avoir raison avec Raymond Aron

C'est sans doute Jean Daniel qui est à l'origine de la formule devenue fameuse : « *Préférer avoir tort avec Sartre que raison avec Aron* ». Formule redoutable à l'endroit d'une certaine gauche vouée à l'errance idéologique à l'encontre des garde-fous du réel. Avec la distance – quatre décennies nous séparent de la mort de Raymond Aron –, ce dernier semble bien avoir gagné la partie, car un mot peut définir en quoi il fut supérieur à une *intelligentsia* droguée à un étrange opium, c'est bien « *lucidité* ». Pierre Boutang, qui le connaissait, me semble-t-il, depuis les fameux entretiens de Pontigny, ne craignait pas d'affirmer qu'il était « *chevalier de la lumière ; toujours redoutable, parfois haï, il dissipe les nuées, plutôt qu'il ne les crève, par la seule analyse des situations, le dénombrement des idées, la mise au jour des préoccupations secrètes* ». Ce qui n'allait pas sans un certain héroïsme (*La Source sacrée*, Éditions du Rocher).

Les contributions réunies en hommage pour ce *Cahier de L'Herne* consacré à l'auteur de *L'opium des intellectuels* (sans doute pas son livre principal, mais le plus caractéristique de son combat) ne font que conforter pareil jugement. Jean Daniel, précisément, au moment de la disparition de celui qui avait été plus que maltraité par Sartre dans son hebdomadaire, n'hésitait pas à déclarer que « *ce grand esprit était également une grande âme* » et que sa disparition était aussi une épreuve pour la gauche qui avait perdu « *son adversaire le plus intime, le plus stimulant* ». Il convient dans ces conditions de s'interroger sur l'énigme de ce penseur qui s'est défini comme un « *spectateur engagé* ».

Pourquoi le directeur du *Nouvel Observateur* pouvait-il évoquer « *une rigueur glacée et une impassibilité grise* » au moment même où il reconnaissait de la magnanimité au penseur ? Pierre Manent apporte la réponse, avec la pertinence d'un des plus proches assistants de Raymond Aron. Pourquoi celui-ci n'a-t-il jamais cessé de poursuivre un dialogue critique avec Sartre et les autres, en dépit d'une absence totale de réponse : « *Ne renonçant pas à chercher raison même là où raison il y avait le moins, Aron contribuait à réduire la part de l'inimitié, qui était si grande dans la vie intellectuelle et politique de notre pays, à retisser par exemple à propos de Sartre et malgré lui, un débat rationnel dont le sens pouvait être partagé* ». C'est ainsi que s'est trouvée refoullée la tentation de la haine, par la préférence de l'argumentation à l'invective. Le contradictoire s'est tenu « *calme et droit* » dans un siècle bousculé.

Une parole puissante. Bien sûr, c'est le témoignage des plus proches qui nous permet de comprendre sa personnalité, qui dès lors se détache de sa réputation de froideur extrême. Alain Besançon dresse un portrait d'une exactitude frappante, son empathie ne faisant qu'accentuer une véracité profonde. Ce qu'il dit de l'éloquence de l'universitaire est plutôt saisissant : « *L'éloquence d'Aron avait deux régimes, ordinaire et extraordinaire. Le régime ordinaire était digne d'admiration. La parole se déroulait simplement, vigoureusement, sans hésitation, et si elle était enregistrée, on pouvait l'imprimer telle quelle sans rien retoucher. Mais quand les circonstances le demandaient, l'éloquence d'Aron faisait un bond en avant et s'établissait dans l'absolu. Chez aucun homme, je n'ai entendu une parole aussi puissante.* »

Voilà pour la hauteur morale d'un homme d'exception. Mais il faut bien se rapporter, même si c'est trop succinctement, à l'œuvre elle-même et aux engagements de l'écrivain et du journaliste. Jean-Claude Casanova, le directeur de la revue *Com-*

mentaires (ô combien aronienne !) nous en donne un aperçu, en publiant un choix des articles que Raymond Aron publia sur le général de Gaulle.

Aron et de Gaulle. Depuis son engagement dans la France libre jusqu'au terme de l'existence politique du fondateur de la V^e République, toute l'attention de l'analyste se concentre sur la pensée politique du Général et surtout sur son projet de doter la France des institutions qui conviennent le mieux à sa nature et à sa vocation. Là-dessus, il y a un soupçon chez Aron : il s'exprime dans le titre même d'un grand article publié en août 1943 : « *L'ombre de Bonaparte* ». Le général s'inscrit-il dans la lignée césarienne de la France du XIX^e siècle, celle qu'un Boulanger échoua lamentablement à prolonger au début de la III^e République ? On peut dire que l'éditorialiste du *Figaro* a toujours cette idée en tête en s'interrogeant sur la Constitution de la V^e République, même s'il se refuse à juger les choses trop abruptement. Avec le Général, il se sent proche et lointain à la fois. Durant la période du RPF, il n'hésite pas à le rallier sans réserve. Par la suite, les réserves qu'il formule ne sont pas mineures. La politique d'indépendance nationale, qui éloigne de l'unification européenne et de l'alliance américaine, ne lui convient pas, du fait de ses craintes extrêmes de la menace soviétique. Et puis il éprouve une grande difficulté à repérer l'évolution institutionnelle du régime né de la crise algérienne. Ne s'agit-il pas d'assurer l'autorité du seul de Gaulle, au-delà des équilibres des pouvoirs d'une démocratie ?

S'il m'est permis de faire une objection à cette analyse (mais Aron les sollicitait et y répondait volontiers, – comme il le fit dans ses Mémoires à propos d'un de mes articles de *Royaliste*), j'opposerai l'absence de référence à la dimension capétienne de De Gaulle. Il ne semble pas que Raymond Aron se soit interrogé sur l'étonnante proximité du Général avec le comte de Paris. Une proximité qui, à mon sens, contredit le soupçon de bonapartisme. Il y a chez de Gaulle une obsession de la légitimité historique qui englobe le passé entier de la France : « *La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent.* » Il s'est par ailleurs, toujours réclamé de sa propre légitimité qu'il tenait dans la décision héroïque du 18 juin 1940. Légitimité qui se superpose, sans l'annuler, à celle du suffrage populaire.

Mais cela amène à s'interroger aussi sur la conception intime que Raymond Aron avait de la démocratie. L'attachement qu'il avait à l'égard de ses équilibres ne tenait pas seulement au seul aspect procédural. Sur ce sujet précis, il convient de revenir à la communication qu'il fit, le samedi 17 juin 1939, devant la Société française de philosophie, sur le thème « *États démocratiques et États totalitaires* ». « *Ce qui est essentiel dans l'idée d'un régime démocratique, c'est d'abord la légalité : régime où il y a des lois et où le pouvoir n'est pas arbitraire et sans limite. Je pense que les régimes démocratiques sont ceux qui ont un minimum de respect pour les personnes et ne considèrent pas les individus comme des moyens de production ou des objets de propagande.* » Mais une telle conception se rapportait aussi à la reconnaissance des vertus d'un conservatisme nécessaire, loin de toutes les démagogies progressistes. ■

► **Raymond Aron, Aron et de Gaulle.** Textes choisis et préfacés par Jean-Claude Casanova, Calman-Lévy, 2022.

► **Aron, L'Herne, n° 137, 2022.**

Des contrepoisons indispensables

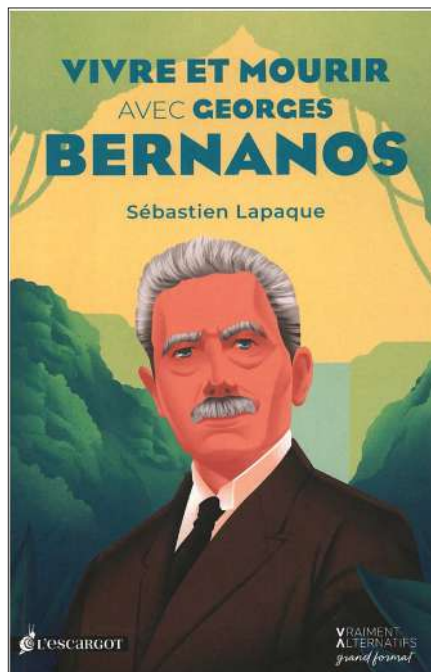
Bernanos – dont les ventes en librairie sont, paraît-il, relativement modestes – n'a jamais été aussi actuel, et Sébastien Lapaque est son efficace prophète...

Régulièrement, Sébastien Lapaque publie un nouveau livre sur Bernanos. Toujours une réussite. C'est qu'il lui doit beaucoup dans son parcours intellectuel. Après avoir rappelé ce que la gloire des héros romanesques de Bernanos doit au cinéma, à Robert Bresson, à Maurice Pialat, à Gérard Depardieu et Sandrine Bonnaire ou à l'opéra de Francis Poulenc (pour ce qui est du *Dialogue des carmélites*), Sébastien Lapaque se réjouit d'une nouvelle génération de lecteurs, qui découvre Bernanos par les essais de sa dernière période, juste avant sa mort en 1948 : *La France contre les robots* ou *La Liberté, pour quoi faire ?* « Jadis rangé sur la même étagère que François Mauriac et Paul Claudel, [Bernanos] se trouve associé à George Orwell, Günther Anders, Pier Paolo Pasolini et Jacques Ellul – des écrivains qui ont critiqué les formes de vie barbares, indifférentes aux valeurs de la culture, provoquées par les excès néfastes d'un capitalisme effréné et prédateur... »

Changement de rayon. – Et ce changement de rayon, de la bonne littérature catholique déjà datée vers celui des penseurs antitotalitaires complètement nécessaires pour notre époque, doit un peu au travail de Lapaque depuis un quart de siècle. « Bernanos est sans cesse prophétique, écrit-il. Il ne devine pas l'avenir, il dit la vérité. Car le dit du prophète n'est pas prédiction de l'avenir, comme on le croit souvent, c'est la parole jetée en avant. Le prophète, c'est celui qui parle quand les autres se taisent. »

Et si Paul Piccarreta, jeune intellectuel anticapitaliste, formé au marxisme et converti au catholicisme, rédacteur en chef de la passionnante revue de « l'écologie intégrale », *Limite*, a demandé à Lapaque de revenir à Bernanos pour un des premiers livres qu'il mettait en chantier pour sa nouvelle maison d'édition L'Escargot, ce n'est donc pas un hasard. *Vivre et mourir avec Georges Bernanos* pose une question existentielle dont l'auteur nous fait témoins en nous indiquant un chemin...

Sa bouillante jeunesse avait d'abord amené Sébastien Lapaque à militer au sein de l'Action française (comme Bernanos) et à professer un strict maurrassisme. En fait, son modèle littéraire, c'était plutôt les Hussards (Blondin, Déon, Nimier...) qui ont inspiré plusieurs générations de jeunes monarchistes faiseurs de revues (on se souvient d'*Immédiatement* au milieu des années 90) et promis à des carrières plumitives plus ou moins brillantes, avec un mode d'anticonformisme parfois



Des penseurs antitotalitaires complètement nécessaires pour notre époque

– mais pas toujours, heureusement – bien conforme à un certain milieu qui a beaucoup de tics, voire de travers. Mais comme l'ami Lapaque était un des plus doués de sa génération, il se força à penser contre lui-même, ce qui est d'ailleurs la seule manière de penser... C'est ce qu'il explique dans un de ses chapitres introductifs – « Pourquoi je ne relirai pas Charles Maurras » – où il évoque « des querelles devenues de plus en plus obscures à mesure que le temps passait [...] J'ai fini par ne plus pouvoir supporter cette susurration, ce radotage. » « Il faut lire Maurras quand on n'est pas sérieux, (à 20 ans). Après, quand on le devient, on mesure la rancœur que dissimule la légèreté des hussards et des maurrassiens d'après-guerre, on comprend leurs manières d'émigrés de l'intérieur – "Rien appris, rien oublié" – et on redoute la façon qu'ils ont de se tenir hors de l'histoire de France, on n'a plus envie de lire Maurras. Adieu, donc, à la douce pitié de Dieu ! » Ce qui est la formule employée par Bernanos dans sa lettre de rupture avec Maurras en 1932.

Remarques un peu injustes pour Roger Nimier, auteur de *Le grand d'Espagne*, rien d'autre qu'un hommage à Bernanos !

Lapaque explique que sa chance a été de lire Bernanos en même temps qu'il lisait Maurras. « Sans le savoir, je buvais le poison en même temps que le contrepoison... » « J'ai compris, grâce à Bernanos, qu'il y a un "modeste" problème dans la sévère architecture maurrassienne : l'ab-

sence de la Bible et du Christ. Maurras ruinait beaucoup, mais pas les psaumes ! » Vieux procès, dira-t-on, qui a d'ailleurs valu la fameuse condamnation de l'Action française par une Église des années vingt qui ne reconnaissait pas vraiment la liberté de conscience... Mais, en filigrane, il y a la question, beaucoup plus grave désormais, au regard de l'ignominie hitlérienne, de l'antisémitisme maurrassien. Bernanos était bien antisémite également, disciple d'Edouard Drumont dont il a fait un portrait émouvant. Certes, mais « ancien camelot du roi parti au Brésil, définitivement brouillé avec Maurras, il est sorti de la Seconde Guerre mondiale lavé par le sang de l'Agneau. Il a regardé les folies de l'histoire en témoin et en augure : les yeux grands ouverts. Il a mesuré le bousillage, les catastrophes. Il pressentait celles qui allaient venir "Vous aurez à payer ce sang juif d'une manière qui étonnera l'histoire". »

BHL. – À ce sujet, signalons un fait d'armes de Lapaque au service de la renommée bernanosienne : « Je me félicite d'avoir été compris par Bernard-Henri Lévy, qui confiait avoir revu son jugement sur Bernanos dans son "Bloc-notes" du Point, le 8 avril 2021 ». On retrouvera ce texte de BHL en pages 121-122, qui mettra du baume au cœur à ceux qui avaient trouvé qu'il y allait fort, il y a quarante ans, dans son *Idéologie française*...

Le livre de Lapaque n'est pas que réglements de comptes. Plusieurs chapitres nous font rêver, qui nous baladent sur des lieux bernanosiens, dont le Brésil, où le romancier s'était exilé de 1938 à 1945 avec toute sa famille, occasion de brosser, en passant, un bel hommage à Michel Bernanos, le fils du romancier, auteur de *La montagne morte de la vie*. (1)

Certaines pages de Lapaque sont d'un optimisme communicatif. Pas l'optimisme sournois des égoïstes que dénonçait Les Grands Cimetières sous la Lune : « Bourgeois de droite et bourgeois de gauche, démocrates-chrétiens ou sociaux-démocrates [...] Ils sont optimistes pour se dispenser d'avoir pitié des hommes, de leur malheur ». « C'est une phrase dont on se souvient, commente sardoniquement Lapaque, quand on entend parler Bruno Le Maire dans le poste. » Ce qui nous ramène à notre actualité où Bernanos – et Lapaque – sont des contrepoisons indispensables. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

(1). À ceux qui fréquentent les réseaux sociaux Facebook ou Instagram, nous conseillons les pages d'hommage consacrées à cet écrivain.

► Sébastien Lapaque, *Vivre et mourir avec Georges Bernanos*, L'Escargot, 2022.

Godard : le cinéaste du meilleur et du pire

Qu'on l'aime ou non, force est de reconnaître que Jean-Luc Godard, décédé le 13 septembre dernier dans sa 92^e année, a marqué de son empreinte le cinéma mondial. Plus par son style provocateur que par son approche du cinéma qu'il partageait avec d'autres.

Si Jean-Luc Godard a révolutionné le 7^e art, ce n'est pas tant par son approche qui consistait à faire advenir la vérité dans un film au moment du tournage au détriment du scénario – « *le cinéma, c'est la vérité 24 fois par seconde* », fait-il dire à l'un de ses personnages dans *Masculin, féminin* – que par son style unique et son acharnement à faire rendre gorge au réel par tous les moyens... pour le meilleur et pour le pire.

Certes, d'autres s'y sont risqués avant lui, à commencer par Roberto Rossellini (père du néo-réalisme italien de l'Après-Guerre) qu'il s'efforça d'imiter au début de sa carrière, allant jusqu'à lui confier un petit rôle dans l'un de ses films, à tourner, comme lui, en Italie et, comme Rossellini avec Ingrid Bergman, à tomber amoureux d'une actrice scandinave (Anna Karina) avec qui il se maria. Mais s'il était un imitateur de talent, il savait également dépasser ses maîtres. Ses détracteurs lui reprochent le plus souvent de raconter la même histoire à longueur de film : un homme aime une femme qui lui en préfère un autre. Mais ce qui intéressait Godard avant tout, c'était moins ce qu'il racontait que la manière de le raconter, la forme plus que le fond tout en ayant conscience



Jean-Luc Godard à l'université de Berkeley en 1968.

que « *la forme, c'est le fond qui remonte à la surface* » (Victor Hugo).

S'il faut juger Godard, c'est sur l'ensemble de ses films et pas uniquement sur ses chefs d'œuvre (*À bout de souffle*, *Pierrot le fou* ou *Le mépris*). Il y a, chez lui, un intérêt marqué pour les sujets politiques et sociaux de son temps. En témoigne ses films des années 1960 : la guerre d'Algérie dans *Le Petit soldat* (1960) dont la diffusion est interdite par la censure jusqu'en 1963, la précarité qui pousse une femme à se prostituer dans *Vivre sa vie* (1962), les crimes de guerre dans *Les carabiniers* (1963), la femme objet dans *Une femme mariée* (1964),

l'impérialisme américain et la guerre du Vietnam dans *Made in USA* (1966), l'attrait des jeunes pour le maoïsme dans *La Chinoise* (1966), la banlieue et l'urbanisme dans *Deux ou trois choses que je sais d'elle* (1967), le printemps de Prague avec *Pravda* (1969), le conflit israélo-palestinien dans *Ici et Ailleurs* (1970)... Malgré un biais idéologique évident, son œuvre est révélatrice de l'ambiance des années 1960.

Ensuite, en créant le groupe Dziga Vertov, du nom de ce cinéaste soviétique adepte du cinéma pur, libéré de toute influence littéraire ou théâtrale, il rompt avec son œuvre passée marquée, comme celle de ses compères de la Nouvelle

vague, par les références en tout genre. Il abandonne dans le même temps sa manière douce de faire advenir la vérité, pour lui substituer la manière forte, comme dans son téléfilm *France, tour, détour, deux enfants*, qu'il coréalise en 1979 avec Anne-Marie Miéville. La réalité de la France des années 1970 y apparaît à travers le regard de deux enfants, mais les questions que Godard pose aux enfants relève du harcèlement, voire de la torture mentale. Godard aimait plus le cinéma que les gens, cela rend, aujourd'hui, certains de ses films insupportables à regarder.. ■

NICOLAS PALUMBO

Documentaire

■ **3500 kilomètres sans user ses souliers !** Il y a, au début de ce documentaire, une ambiance *New Age* qui peut rebuter le cartésien moyen. Mais très vite on redescend sur Terre. Et l'on suit alors avec intérêt les péripéties de Florian Gomet, un ex-professeur de mathématiques de 35 ans qui a décidé, au lendemain du premier confinement de 2020, de tenter une expérience originale : rejoindre à pied (nu), en courant, depuis sa Bourgogne natale, une ville roumaine située à 3500 kilomètres, sur les rives de la mer Noire (Constanza) ; et de le faire sans emporter d'argent, ni passeport, nourriture ou eau...

Ce qui aurait pu passer pour une forme de suicide fait s'interroger sur les capacités du corps humain à encaisser des sollicitations extrêmes, mais aussi sur la confiance qu'il faut garder malgré tout en nos semblables – enfin... quand ceux-ci ne vivent pas dans la Hongrie d'Orban... Agrémenté d'entretiens avec des podologues et nutritionnistes heureusement critiques, l'ensemble suscite une saine réflexion quant à nos modes de vie. S.B.

Traverso quant à ce dernier terme (*Le totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Le Seuil, 2001). Elle permet surtout de distinguer entre chef et tyran, entre autorité et autoritarisme. Et de comprendre comment un pitre dont on ritait en temps ordinaire peut exercer une emprise sur tout un peuple.

Le ton de Karabulut se durcira certainement dans les deux épisodes suivants qui feront écho à la montée croissante des tensions intérieures. Son travail restera comme un témoignage incomparable de son talent si indispensable à son pays et à la société. S.B.

► **King Kong. À voir en replay sur le site arte.fr jusqu'au 23 novembre 2022.**

► **L'empreinte, d'Alexandre Renoux et Pierre Barnérias, septembre 2022, durée : 1 h 40**

Série TV

■ Gare au gorille !

– S'il ne tourne plus que des navets, Matthieu Stannis est un réalisateur en vue. Et très coté à l'international. Suffisamment, en tout cas, pour qu'un dictateur ressemblant fort à l'actuel dirigeant nord-coréen (remarquable Christophe Tek) le fasse kidnapper par ses services secrets. Lui et pas un autre. À quelle fin ? Celle de lui confier la réalisation d'un remake de *King Kong* dont il a écrit le scénario et dans lequel le gorille géant



devient communiste. Présentée ainsi, *Kim Kong* (2017), mini-série en trois épisodes d'Alexis Le Sec et Simon Jablonka, semble au mieux loufoque, au pire navrante. Elle n'est ni l'une ni l'autre. Avec un humour qui ne déplairait certainement pas aux Monty Python du *Ministère des démarches ridicules* ou aux Nuls de *La Cité de la peur*, elle ne se contente pas de railler les seuls pays de « *socialisme réellement existant* », comme les nomment encore des trotskistes pour ne pas jeter l'idéal communiste avec l'eau du bain soviétique. Comme Orwell avec *1984*, mais de façon comique, elle donne à voir les ressorts d'une mécanique qu'on peut dire totalitaire, malgré les légitimes réserves émises par Enzo

François et Emmanuel d'Astier de La Vigerie

On trouve les d'Astier dans le Comtat Venaissin dès le XVI^e siècle. À la fin du XIX^e, le père du trio de résistants, le baron Raoul d'Astier de La Vigerie (1850-1922), épouse Jeanne (1860-1936), la petite-fille du comte Camille de Montalivet, ministre de l'Intérieur, puis ministre de l'Instruction publique, du roi Louis-Philippe. Les deux familles sont traditionnellement royalistes. Par fidélité à la Maison de France, la famille s'abonne à *L'Action Française*.

En 1914, le père reprend du service. Son cadet, Henri (voir *Royaliste* n° 1237) s'engage volontairement, alors que son frère aîné, François (1886-1956), saint-cyrien en 1908, commence sa carrière dans la cavalerie, puis dans l'infanterie. En 1916, il passe ses brevets de pilote d'avion et rejoint les escadrilles créées par le commandant Tricornot de Rose (1). Devenu commandant de l'escadrille SPA 88 (les Serpents), il remporte cinq victoires en combat aérien, est blessé deux fois, obtient neuf citations. Après la guerre, il reste dans l'armée. En 1926, suite aux démêlés de Maurras avec le Vatican, il interdit la lecture de *L'Action française* dans sa famille.

En 1939, Gamelin le nomme chef des opérations aériennes du Nord. Il dirige la bataille dans le ciel de France. Après Dunkerque (27 mai-4 juin 1940), le général François d'Astier propose de faire passer en AFN les Écoles et les stocks d'avions pour les mettre à l'abri et poursuivre le combat. Dans un premier temps, il reçoit le soutien de l'amiral Darlan, qui se retourne contre lui dès la formation du gouvernement Pétain (16 juin). Relevé de son commandement, menacé d'arrestation, il accepte sa mutation au Maroc.

Après Mers el-Kébir (3-6 juillet 1940), le général refuse de faire bombarder la flotte anglaise de Gibraltar. Il est rappelé le 23 août 1940. De retour en métropole, il retrouve ses enfants Bertrand (1914-1967) et Jean-Anet (2) (1920-1976), qui viennent de s'engager dans l'embryon du mouvement La Dernière Colonne que vient de créer leur oncle Emmanuel. François, le général, transforme le château familial en base arrière du mouvement.

Le 9 mai 1941, devant le tribunal militaire, il prend la défense de Pierre Mendès France (membre de son état-major au Maroc) accusé de désertion.

Emmanuel (1900-1969) est le plus jeune des garçons du baron Raoul. Né avec le siècle, il ne fait pas la Grande Guerre. Pendant ses années au lycée, il adhère à *L'Action française*. En 1919, il entre à l'École navale puis en démissionne. Dans un premier temps, c'est un journaliste violemment antisémite et antiparlementaire. Après *L'Action française*, il écrit dans



François d'Astier de La Vigerie en 1944.

plusieurs hebdomadaires : *Marianne*, *Vu* et *Lu*. Il épouse Grace Roosevelt Temple (1894-1977), une cousine du président des États-Unis, et s'éloigne politiquement de sa famille et des théories extrémistes.

Dès juillet 1940, Emmanuel refuse le pétainisme ambiant et fonde son premier mouvement de résistance : La Dernière Colonne (3). Après les arrestations de ses neveux, il passe dans la clandestinité et crée *Libération-Sud*. En juillet 1941, paraît le premier numéro du journal *Libération* (4). En avril 1942, il quitte la France, rejoint Londres via Gibraltar. Début mai, il rencontre le général de Gaulle qui, en juin, l'envoie à Washington négocier avec Roosevelt. C'est lui qui informe son grand frère François que le Général l'attend.

Arrivé à Londres, le général François d'Astier est nommé, le 1^{er} décembre 1942, commandant adjoint des Forces françaises libres (FFL). À plusieurs reprises, dans les journaux ou à la radio anglaise, il affirme que Darlan est un traître et qu'il faut le liquider. Le 15 décembre, le général Catroux demande à de Gaulle confirmation de la venue de François d'Astier à Gibraltar, en route vers Alger pour élaborer une solution au problème Darlan. Le Général, parfaitement au courant des projets, répond oui. Le 19, soir de son arrivée, pendant plus de deux heures, François d'Astier rencontre le comte de Paris... De retour à Londres, il occupe différents postes dans l'état-major de la France libre.

De son côté, Emmanuel est membre de l'Assemblée consultative d'Alger (1943). Après la création du Gouvernement provisoire de la République (juin 1944), il est



Emmanuel d'Astier de La Vigerie en 1945.

nommé ministre de l'Intérieur. En 1947, il épouse en secondes noces Lioubov Krasine, fille d'un dirigeant bolchévique. Sous la IV^e, il poursuit ses engagements, devenant un « idiot utile » du Parti communiste. En 1958, il refuse la confiance au général de Gaulle, puis s'en rapproche. Dans les années 1960, tous les mois, il apparaît sur les écrans de l'ORTF pendant un quart d'heure politique. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT
(À suivre : Alfred Pose.)

(1). Charles Tricornot de Rose (1876-1916), saint-cyrien cavalier. En mars 1906, royaliste et catholique, il refuse de participer aux inventaires (loi de séparation des Églises et de l'État). Condamné, il découvre l'aviation civile. En 1914, chef d'escadron, de Rose commande l'aéronautique de la 5^e armée du général Franchet d'Espèrey, l'un des rares chefs à croire à l'aviation de combat. De Rose aura sous ses ordres Jean Navarre, Charles Nungesser, Georges Guynemer...

(2). Jean-Anet d'Astier de La Vigerie (fils de François). Arrêté en mars 1941, remis en liberté provisoire, passe en Suisse (février 1942), gagne Londres et s'engage dans les Forces aériennes françaises libres (FAFL). Son avion est abattu le 3 octobre 1943. Grièvement blessé, il est interné à Neubrandenburg. Sa sœur Bertrand est, elle aussi arrêtée. En prison elle rédige son journal. Puis, réfugiée en Suisse, elle épouse l'industriel Claude Blancpain.

(3). Avec Édouard Corniglion-Molinier, Jean Cavaillès (tous deux Compagnons la Libération), Georges Zérapha (vice-président de la Lica), les Aubrac et Charles de Bancalis d'Aragon.

(4). En novembre 1964, le quotidien *Libération* disparaît lorsque le PCF cesse de le financer. Sa veuve donnera le titre à Jean-Paul Sartre, Maurice Calvel et aux maoïstes.



Brèves royales

■ **20-22 septembre, New York.** – Participation du prince héritier danois Frederik et de son épouse la princesse Mary, avec le Premier ministre du Danemark, Mme Mette Frederiksen, à l'Assemblée Générale des Nations-Unies pour promouvoir la candidature du pays à un siège du Conseil de Sécurité pour 2025-26. Le prince a participé à une réunion des ministres des Affaires étrangères du Caricom (Caraïbes) bien que les trois îles ayant été colonies danoises aient été cédées en 1917 aux États-Unis (îles vierges).

■ **28 septembre, Copenhague.** – Réorganisation de la Maison royale du Danemark par la reine Margrethe II qui prive les quatre enfants de son fils cadet, Joachim, de leur qualité d'altesses royales pour les libérer de leurs « obligations et devoirs ». Ils deviennent comtes et comtesse de Monpezat (en souvenir du mari français de la reine). La reine a justifié dans un communiqué, le 3 octobre, cette « adaptation que je vois comme un garde-fou nécessaire pour l'avenir de la monarchie ».

■ **2 octobre, Londres.** – Confirmation par le palais de Buckingham que le roi Charles III ne se rendra pas au sommet de la COP 27 sur le climat à Charm el-Cheikh (Égypte) en novembre. Le palais a démenti les rumeurs selon lesquelles le roi se serait incliné face à un veto du Premier ministre, Liz Truss, qui elle-même n'y participera pas. La décision a été prise d'un commun accord « en toute amitié et respect mutuel ». Le prince William semble avoir été également dissuadé de faire le déplacement. Le premier voyage officiel du roi hors Commonwealth pourrait se faire en France et en Allemagne. En revanche, la première visite d'État qu'il devra accueillir a été confirmée : celle du président sud-africain Cyril Ramaphosa du 22 au 24 novembre.

■ **11 octobre, Londres.** – Communiqué du palais de Buckingham fixant la date du couronnement de Charles III et de la reine consort en l'abbaye de Westminster au 6 mai 2023 : « le couronnement reflètera le rôle actuel du monarque et regardera vers l'avenir, tout en étant enraciné dans les traditions et l'apparat séculaires ».

■ **11-13 octobre, Stockholm.** – Visite d'État des souverains néerlandais aux souverains suédois.

■ **16-18 octobre, Berlin.** – Visite d'État du roi et de la reine d'Espagne en Allemagne.

MARIE-JO YORK.

La Nouvelle Action royaliste

Notre souscription 2022 Un dernier effort !

La belle liste que nous publions ci-dessous montre que nos lecteurs ont répondu à notre appel un peu inquiet de juin dernier. Qu'ils en soient chaudement remerciés.

Mais il reste encore un dernier « coup de collier » à donner pour atteindre le **chiffre de 12 000 euros** qui est nécessaire pour équilibrer notre budget 2022. Que les amis qui nous ont fait part de leur intention de souscrire ne tarde plus à nous adresser leur contribution pour nous permettre de passer le cap de la fin de l'année et de continuer à progresser.

Pour souscrire, il vous suffit de faire un chèque à l'ordre de « NAR », en précisant « pour la souscription » et de l'adresser à notre siège parisien. Il est aussi possible de souscrire en ligne sur notre site

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>.

2^e liste de souscripteurs

David Arnaud : 30 – Jean-François Asselin : 100 – Bernard Barbiche : 100 – Éric Barrault : 50 – Gérard Bellebeau : 30 – Jean-Claude Bergeon : 15 – Jean-Jacques Boisse-rolle : 50 – Thierry Boitel : 100 – Pierre-Yves Bouquet : 140 – Didier Bourdelin : 40 – Jean-Luc Castro : 40 – Serge Cattet : 30 – Arnaud Chabaliar : 10 – Amadeu Ciscar Penella : 250 – Jean-Philippe Chauvin : 50 – Christian Darlot : 50 – Jean- Pierre Dauvillier : 90 – Anonyme, Nantes : 50 – Marc Desaubiaux : 100 – Philippe Dillmann : 300 – En mémoire de Patrick Hoffmann : 120 – David Evans : 100 – Philippe Favre : 100 – Philippe Fermon : 150 – Claude Ferrand-Blazer : 50 – Cyril Gispert : 50 – Alain Guery : 100 – Jérôme Houdart : 50 – Anonyme, Essonne : 20 – Jacques Lambalais : 12 – Jacques Le-flaive : 50 – Guillaume Marotte : 177 – Christian Merveilleux : 100 – Jacques de Monneron : 450 – Denis Monod-Broca : 100 – Louis Musschoot : 20 – Jacques Nikonoff : 50 – Anonyme, Rhône : 50 – Francis Roye : 50 – Pierre Sauterey : 150 – Anonyme, Suisse : 60 – Daniel Stulz : 20 – Grégory Thomas : 30 – Jean-Marie Tissier : 200 – François Viet : 50.

Total de cette 2^e liste : 3934 €
Total général : 7254 €

Communiqué

Communiqué de la NAR du 21 octobre 2022.

■ **L'Union européenne dans l'impasse.** Alors que la Russie se préparait depuis des années à un durcissement des sanctions décidées contre elle en 2014, l'Union européenne s'est engagée dans une confrontation économique avec le pays agresseur de l'Ukraine sans mesurer la portée de ses actes. Elle a communiqué au monde entier sa détermination sans mettre en œuvre les moyens de la concrétiser. Elle mène une guerre économique sans pouvoir mobiliser des économies qui restent inscrites dans des logiques nationales. Elle maintient des normes néolibérales alors qu'une économie de guerre est nécessairement une économie dirigée.

La question du prix du gaz illustre cette impasse. La Commission européenne a inventé un marché de l'énergie qui, entre autres défauts, favorise la spéculation sur les prix. La Commission se heurte à un **conflit qui oppose principalement l'Allemagne, hostile au plafonnement du prix du gaz, et la France qui soutient ce projet.** En reportant à des études ultérieures un éventuel accord sur le prix du gaz, le Conseil européen du 19-20 octobre a montré qu'il était incapable de surmonter le choc des intérêts nationaux.

L'Union européenne piétine dans son impasse tandis que la crise économique et sociale étend ses ravages. ■

Mercredis de la NAR

■ **Nos réunions du mercredi sont ouvertes au public.** Elles débutent à 20 h précises à notre siège parisien, 36-38 rue Sibuet, Paris 12^e (métro Picpus ou Bel-Air sur la ligne 6). La participation aux frais est de 2 euros. Un repas est servi sur place à 22 heures (8 euros).

Elles sont retransmises en vidéoconférence sur demande par mail à : lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr. Le programme des conférences est le suivant :

Mercredis 26 octobre et 2 novembre
Vacances scolaires de la Toussaint
(pas de réunion).

Mercredi 9 novembre
Bernard Bourdin : *La nation*.

Mercredi 16 novembre
Jacques Sapir :
Le grand retour de la planification.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.
CPPAP n° 0324 D 84801 jusqu'au 31/03/24.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (20 €) ☐ SIX MOIS (30 €) ☐ UN AN (50 €) ☐ UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (40 €) ☐ UN AN SOUTIEN (50 €)

☐ Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.



Par Bertrand Renouvin

Ils défendent la richesse

Notre Constitution dispose que le gouvernement « *détermine et conduit la politique de la Nation* ». Depuis une vingtaine d'années, ces mots ont été vidés de leur sens. La fonction gouvernementale s'est perdue dans la gouvernance d'une oligarchie. Celle-ci cultive les apparences de la légalité institutionnelle, derrière lesquelles se profilent les réalités gestionnaires.

La gouvernance prononce les mots de la politique pour se faire élire – elle cause souveraineté, État, planification –, mais il s'agit pour elle d'apporter les réponses correctes aux injonctions de la Commission et de la Banque centrale européennes.

Le spectacle de la politique est enclavé dans ce système européiste de contraintes. Il en résulte une impuissance générale, aggravée par le mouvement de privatisations qui, depuis 1986, a progressivement privé l'État des grandes entreprises publiques qui jouaient un rôle décisif dans la politique économique et sociale du gouvernement.

La communication officielle est faite pour masquer cette perte de contrôle. Selon une comédie jouée depuis des décennies, tel ministre peut se déclarer choqué par le salaire, effectivement monstrueux, du pdg de Total, mais c'est le même qui refuse de taxer les superprofits des entreprises. Selon une comédie jouée à chaque conflit social, la gouvernance a condamné les grèves dans les raffineries au prétexte qu'une minorité de grévistes bloquait le pays, mais elle a été incapable d'ordonner, dès le début du conflit, des hausses de salaires qu'une poignée de dirigeants surpayés refusait de concéder aux salariés. Selon une comédie jouée avant chaque réforme des retraites, la gouvernance jure qu'elle veut sauver la protection sociale alors que Bruxelles commande de la réduire tranche par tranche.

Le spectacle de la gouvernance ne faisait pas beaucoup de dupes mais il a tenu pour deux raisons. L'une est politique : le Front national servait de repoussoir et le Rassemblement national manquait encore de respectabilité. L'autre est monétaire : le faible niveau d'inflation et les aides sociales permettaient aux classes populaires de supporter, au prix de durs sacrifices, les salaires scandaleusement bas que l'euro imposait.

Le mouvement actuel de hausse des prix est insupportable pour les salariés modestes, et les mouvements revendicatifs sont largement soutenus par ceux qui n'ont pas la possibilité d'engager un rapport de force avec leur patron. Les luttes sociales vont s'amplifier car la Banque centrale européenne s'est engagée dans une lutte anti-inflationniste que la Bundesbank

veut durcir et qui va se traduire par de nombreuses faillites et par une augmentation du chômage.

La gouvernance se trouve ainsi placée entre le marteau et l'enclume. Elle ne peut s'opposer à Bruxelles et Francfort, qui ont fait le choix de la récession et du chômage. Elle est sous la pression des classes populaires qui ne peuvent supporter ni les suppressions de poste ni la hausse des prix. Elle peut retarder l'épreuve de force par des boucliers tarifaires, des primes et quelques augmentations de salaires, mais elle ne pourra pas empêcher que la lutte des classes gagne en intensité.

Un gouvernement soucieux de la justice sociale et de l'intérêt national se mobiliserait et rassemblerait le pays pour faire sauter la contrainte monétaire et les normes bruxelloises. La gouvernance a fait le choix inverse. Avec Emmanuel Macron comme avec ses prédécesseurs, elle fera tout pour défendre la richesse. Les membres de l'élite du pouvoir, des affaires et des médias font partie intégrante de la bourgeoisie fortunée, étrangère aux intérêts et aux projets nationaux. Ils se défendront avec toute la violence dont ils sont capables car ils savent que la lutte qui s'engage est une lutte pour la répartition du revenu national.

Depuis quarante ans et plus encore depuis la mise en place de l'euro, la classe privilégiée a fait prévaloir ses critères, ses préjugés et ses intérêts – clairement lisibles dans le discours médiatique quotidien. Cette classe dominante ne se réduit pas à des dirigeants surpayés. Elle rassemble les 20 à 25 % des Français qui composent la bourgeoisie urbaine raccordée à la globalisation. Cette classe mobilisée a progressivement dépossédé la majorité des Français de leur patrimoine collectif et de leurs appartenances professionnelles et territoriales (1). La résistance à cette dépossession entre dans une nouvelle phase, avec comme perspective un nouveau compromis social qui imposera un juste partage des revenus et une reconstitution de nos biens collectifs.

La guerre russo-ukrainienne et la crise de l'énergie durcissent la divergence des stratégies nationales et accroissent les contradictions au sein des organes de l'Union européenne. Affaiblie par les récentes élections, l'oligarchie parisienne est en train de perdre son alibi « *européen* ». C'est sans masque et sans bouclier qu'elle va devoir défendre la classe privilégiée, séparée de la nation, alors que l'urgence est de défendre nos intérêts nationaux et de reconquérir notre souveraineté nationale. ■

(1). Cf. Le nouveau livre de Christophe Guilluy, *Les Dépossédés*, Flammarion.

Sommaire

Page 2 – Principe de redondance et politique écologique. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – C'est encore la faute à Rousseau. – La politique au crible.

Page 4 – Choisir la souveraineté électronique. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Danse avec la gauche.

Page 6 – Iran : le point de bascule ? – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – La Lionne et l'Ourse.

Pages 8-9 – Notre défense à la lumière du conflit en Ukraine.

Page 10 – Que pourrait-on faire contre Amazon ? – Lectures.

Page 11 – Avoir raison avec Aron.

Page 12 – Avec Bernanos.

Page 13 – Godard : pour le meilleur et le pire. – Série TV. – Lectures.

Page 14 – François et Emmanuel d'Astier de la Vigerie.

Page 15 – Brèves royales. – La souscription. – Mercredis de la NAR

Page 16 – Ils défendent la richesse.